

Ce 8 juin 2021, alors que l'on remet les prix de la Fondation Bern pour l'histoire et le patrimoine sous les dorures et boiseries de l'Institut de [France](#), Brigitte Macron chuchote à Stéphane Bern : « Tu es Don Quichotte, tu te bats contre ces nouveaux moulins à vent et tu as raison. » La position de la première dame sur les éoliennes n'est pas celle d'[Emmanuel Macron](#). Lui souffle le chaud et le froid sur ce sujet. En visite à Papeete, en Polynésie française, le chef de l'État a rappelé la « chance » que représentait le nucléaire pour la France. « Nous sommes le pays d'[Europe](#) qui a le moins de tonnes de CO₂ émises par habitant. Pourquoi ? Parce qu'on a le nucléaire historique », a-t-il insisté. [Le président de la République a aussi plaidé en faveur du développement des sources d'énergies renouvelables, mais, précise-t-il, avec « pragmatisme » et au « cas par cas »](#), car il s'agit d'éviter « d'abîmer nos paysages : c'est une part de notre patrimoine, de notre richesse profonde, de notre identité », reprenant l'un des principaux arguments des opposants aux éoliennes. Une prudence présidentielle qui tranche l'allant de sa ministre de la Transition écologique, Barbara Pompili, sur la question.

À LIRE AUSSI [Éoliennes : le documentaire qui accuse](#)

« Emmanuel Macron a eu raison de rappeler ce que Barbara Pompili a du mal à reconnaître : le nucléaire reste la production de base et à grande échelle de notre électricité », salue [François de Rugy](#), éphémère ministre de la Transition écologique du quinquennat. Nos 54 réacteurs nucléaires assurent de fait près de 72 % de notre électricité, tandis que les 8 000 éoliennes pèsent 6 % de notre mix électrique. La locataire de l'hôtel de Roquelaure entendait réduire à 50 % la part du nucléaire dans ce mix et développer massivement les énergies renouvelables. Elle a obtenu gain de cause. Le projet de programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), adopté par décret le 21 avril 2020, prévoit de porter le nombre d'éoliennes en France à 15 000 en 2028 et de réduire la part du nucléaire à 50 % du mix en 2035. De quoi réjouir Barbara Pompili, estimant que nous sommes dans un moment « copernicien » puisque « jamais l'option du 100 % renouvelable n'avait été à ce point approfondie ». Et faire bondir le haut-commissaire au plan, François Bayrou.

Indécision

« Cela signifie une amputation d'ici à 2035 de notre capacité de production électronucléaire de l'ordre de 30 % et une augmentation probable de la part d'électricité d'origine fossile au-delà des 8 % actuels », s'alarme-t-il dans une note publiée le 24 mars dernier. Ce choix implique la fermeture de 12 réacteurs nucléaires et, rappelle François Bayrou, d'ici à 2040, des dizaines de centrales mises en service de manière simultanée dans les années 1980 arriveront au même moment en fin de vie. [Le haut-commissaire au plan exhorte donc le président de définir rapidement sa stratégie énergétique](#). D'autant que, d'après l'Académie des sciences, notre consommation d'électricité augmentera de 30 à 60 % d'ici à 2050. Emmanuel Macron a décidé de repousser sa prise de décision aux calendes grecques.

L'opposition, lasse de l'indécision du chef de l'État, le presse de sortir de cette dangereuse ambiguïté. « Prenez le discours de Macron le matin, ce n'est pas le même que celui qu'il tiendra l'après-midi », raille Étienne Blanc, sénateur Les Républicains de l'Ain. Un homme

en particulier œuvre en coulisses à convaincre le chef de l'État d'abandonner la « mascarade » que représentent selon lui les éoliennes : [Stéphane Bern](#). Depuis la publication de sa tribune au vitriol dans Le Figaro fin mai, titrée « Madame Pompili, les éoliennes sont une négation de l'écologie ! », l'animateur s'entretient régulièrement avec le président de la République.

« Cadeau empoisonné »

Caricaturé par Barbara Pompili en châtelain accroché à ses vieilles pierres, il assure recevoir le soutien discret du président de la République. « À chaque fois que j'en parle à Emmanuel Macron, il me dit qu'il est d'accord avec moi sur le fond », confie Stéphane Bern. « Certains promoteurs, lorsqu'ils rencontrent les maires pour leur proposer un projet d'installation d'éoliennes, ne vantent absolument pas leurs mérites écologiques mais leur assurent d'énormes rendements financiers », abonde Brigitte Pistre, maire de la commune de Frazé et présidente de l'association Vent des maires. Selon Michel Faure, ingénieur des mines et analyste financier, si l'on se base sur les sites raccordés au réseau d'électricité français après 2017, un site moyen dégage 31 % de résultats nets après impôts sur son chiffre d'affaires. Bénéficiant de subventions publiques et de précieuses garanties à l'achat, les fonds de pension sont assurés de faire une belle marge de profit.

« Mais c'est un cadeau empoisonné. Ils sont malins : ils n'achètent pas le terrain, ils le louent. Et quand ils partent, les coûts de désinstallation reviennent aux collectivités locales », proteste Brigitte Pistre. Et le sénateur LR Étienne Blanc de s'insurger : « Barbara Pompili est dans le déni de ces dérives. Elle est complètement enfermée dans son idéologie et, comme tous les idéologues, elle ne se pose aucune question. »

À LIRE AUSSI [L'offensive du laid : ces éoliennes qui balafrent le paysage](#)

Soucieux d'éviter l'écueil du « développement anarchique » des éoliennes que pointait récemment dans un entretien au Monde Elisabeth Borne, ministre de la Transition écologique de 2019 à 2020, l'exécutif a donné des consignes très strictes aux préfets. Il leur est notamment demandé d'indiquer les lieux où l'on pourrait implanter des éoliennes sans faire trop de vagues. « Lorsque j'ai montré à Emmanuel Macron des SMS de préfets furieux, il est resté estomaqué », glisse Stéphane Bern.

Le salut de l'off-shore ?

Emmanuel Macron se retrouve dans un inconfortable entre-deux. Une partie de la majorité l'appelle à la retenue et l'autre, pilotée par Barbara Pompili, lui enjoint de mettre le pied sur l'accélérateur. « Je pense qu'il est en dissonance cognitive. Il sait qu'il a tort de poursuivre sur cette voie, mais il ne peut pas pour l'instant l'annoncer aussi clairement que cela », estime Brigitte Pistre.

À LIRE AUSSI [Éoliennes : le combat \(vain\) des régionales](#)

L'assurance de Barbara Pompili agace même certains élus de la majorité. « Les écologistes, d'ordinaire si prompts à sauter sur toutes les contestations, sont dans le déni complet des protestations liées à l'éolien », pointe François de Rugy, qui fustigeait récemment dans nos colonnes « le prêt-à-penser d'EELV, qui est un prêchi-prêcha où rien n'est jamais remis en cause, et où les avis sont fondés sur des certitudes qu'on ne réinterroge jamais ».

Répartition

« Sur certains sujets, je partage le point de vue du mouvement écologiste, mais j'ai été très surpris de constater leur entêtement à considérer les éoliennes comme la panacée », regrette Jean-François Longeot, sénateur UDI du Doubs. « Malgré les divergences de fond, l'écrasante majorité des élus de La République en marche plaident en faveur du développement des énergies renouvelables. La question, c'est plutôt comment on les répartit », tempère Laurence Maillart-Méhaignerie, députée LREM et présidente de la commission du Développement durable et de l'Aménagement du territoire. Pour éviter la fronde terrestre, Emmanuel Macron espère-t-il compter sur [le salut de l'éolien off-shore ?](#) « L'autre jour, on survolait la France et je lui dis : regarde comment le paysage est défiguré par les éoliennes. Le chef de l'État me répond : tu as raison, maintenant il faut les mettre en mer ! Son entêtement pourrait lui coûter cher... » prévient Stéphane Bern. L'animateur en est persuadé, « le vent de l'histoire ne va pas dans ce sens ».